

1^{er} octobre 2026

Perceptions citoyennes de la durabilité agricole : un enjeu de premier plan

BERNARD KORAI

Professeur titulaire, Département d'Économie agroalimentaire et des sciences de la consommation, Université Laval
Chercheur et Fellow CIRANO

L'adoption et la mise en œuvre du Plan d'agriculture durable (PAD 2020-2030) constituent une étape déterminante dans l'intensification et la structuration des efforts agroenvironnementaux déployés par les producteurs agricoles québécois. Toutefois, pour que ces efforts se traduisent par des gains réels en matière de durabilité, les producteurs sont appelés à adopter des pratiques qui dépassent souvent les exigences réglementaires habituelles et qui impliquent des coûts financiers, logistiques, agronomiques, environnementaux, psychologiques et sociaux importants. Ces efforts sont-ils suffisamment connus et valorisés par les citoyens québécois ? Dans une étude CIRANO (Korai et al, 2025), les auteurs répondent à cette question et proposent plusieurs pistes de réflexion susceptibles d'aider les acteurs et décideurs du secteur bioalimentaire à accroître la reconnaissance publique et la valorisation de la profession agricole.

RÉMY LAMBERT

Rémy Lambert
Professeur titulaire, Département d'Économie agroalimentaire et des sciences de la consommation, Université Laval

Ces dernières années, les politiques publiques, les cadres réglementaires, les programmes de soutien financier, l'accompagnement technique et les formations destinés aux producteurs agricoles ont favorisé des progrès significatifs en matière de durabilité. Ces avancées se manifestent, entre autres, par l'adoption de pratiques de gestion bénéfiques pour l'environnement visant la réduction des émissions de matières polluantes (MAPAQ, 2017), par le respect de normes minimales relatives à la qualité, réelle et perçue, de l'eau utilisée dans les activités de production (Larue et al., 2017), ainsi que par l'intégration de pratiques de lutte intégrée au champ destinées à diminuer le recours aux pesticides (Chouinard et al., 2020).

Toutefois, malgré ces progrès, les producteurs agricoles éprouvent encore des difficultés à communiquer au grand public et, surtout, à faire reconnaître la valeur des gains environnementaux associés aux efforts déployés à la ferme. Cette difficulté est accentuée par la complexité du concept de durabilité, souvent abstrait pour une large

part des citoyens, ainsi que par l'écart entre leur compréhension généralement théorique de ce concept et sa mise en œuvre concrète par les agriculteurs dans leurs pratiques agricoles quotidiennes (Fort et al., 2024; Goedertier et al., 2024; Sanchez-Bravo et al., 2021).

Nous avons mené une étude en trois étapes. Une **revue documentaire** a permis de dresser un inventaire des initiatives et stratégies déployées à l'échelle mondiale (plus spécifiquement dans certaines économies développées) afin de valoriser, auprès du public, les gains environnementaux des producteurs agricoles.

Une **enquête qualitative** par le biais de questions ouvertes soumises à 190 producteurs agricoles du Québec a permis de recenser et caractériser l'ensemble des efforts qu'ils déploient à la ferme afin de soutenir la mise en œuvre des pratiques agroenvironnementales. Cette collecte a été renforcée par des entretiens individuels et de groupe auprès respectivement de quatre producteurs considérés comme des pionniers dans la mise en œuvre de pratiques agricoles durables et de 37 citoyens afin d'apprécier leur compréhension des différents efforts identifiés.

Nous avons enfin mené **une enquête auprès de 1 222 adultes québécois**, recrutés selon une méthode de stratification et de quotas afin d'assurer la représentativité de la population québécoise sur les plans sociodémographique et géographique. Administrée du 12 au 23 février 2024, cette enquête visait à documenter l'importance accordée par les citoyens aux différents enjeux de durabilité du secteur agricole, leur perception du niveau de durabilité de l'agriculture québécoise et des efforts consentis par les producteurs, ainsi que leur appréciation du rôle et des responsabilités des différents acteurs de la chaîne de valeur face à ces enjeux. Elle a également permis d'évaluer leur niveau de littératie agricole concernant les questions de durabilité et les pratiques agroenvironnementales, de même que leurs préférences quant aux stratégies et aux canaux de communication les plus aptes à favoriser la promotion et la reconnaissance des efforts déployés par les producteurs agricoles.

Certains facteurs freinent la reconnaissance des efforts agroenvironnementaux par le public

Les citoyens et les consommateurs construisent souvent leurs représentations de l'agriculture durable à partir d'images véhiculées par les médias, le bouche-à-oreille ou certains discours publics. Ces représentations reposent parfois sur des cadrages simplificateurs, voire réducteurs, qui ne reflètent pas toujours la complexité des réalités agricoles ni les conditions concrètes de mise en œuvre des pratiques agroenvironnementales au champ.

Ainsi, plusieurs citoyens associent encore l'agriculture durable à des pratiques culturelles entièrement exemptes d'intrants chimiques (Charbonneau, 2008; Young et al., 2022), ou encore à certains signaux environnementaux visibles, tels que les labels et les allégations écologiques figurant sur l'emballage des aliments (Fort et al., 2024; Stein et de Lima, 2022).

Or, une part importante des efforts consentis par les agriculteurs demeure peu visible pour le public ou insuffisamment mise en valeur (Fischer et Lyon, 2019; Stein et De Lima, 2022). De plus, certaines pratiques, bien qu'inscrites dans une logique globale de durabilité, supposent des compromis agronomiques, économiques et environnementaux susceptibles de heurter les attentes ou l'idéal de durabilité des citoyens et consommateurs (Young et al., 2022).

C'est notamment le cas de l'utilisation raisonnée d'intrants de synthèse, qui peut s'avérer nécessaire pour certaines productions, comme les fruits et légumes, afin de limiter les pertes, de préserver la qualité des récoltes et de réduire l'apparition de défauts esthétiques susceptibles d'affecter leur acceptabilité sur le marché.

Dans un contexte marqué par des attentes élevées envers le secteur agricole, il est essentiel de mieux comprendre les imaginaires

Les représentations du grand public à l'égard de l'agriculture québécoise et de ses principaux acteurs influencent largement les perceptions citoyennes, les attitudes et comportements des acteurs de la chaîne de valeur, ainsi que l'acceptabilité sociale des produits bioalimentaires en général (Gassie et al., 2024). Pourtant, la littérature, de manière générale, montre que les constructions symboliques associées au monde agricole restent encore peu explorées et insuffisamment intégrées aux interventions publiques visant à renforcer la durabilité de l'agriculture québécoise.

Les Québécois et Québécoises ont une image très favorable de leur agriculture et de la profession agricole

La grande majorité (79,5 %) des Québécois et Québécoises démontrent une opinion largement positive de l'agriculture québécoise. Cette réputation repose surtout sur des bénéfices tangibles – sa contribution à la vitalité des régions (92,3 % d'accord), à l'autonomie alimentaire de la province (90,5 %), aux retombées économiques (86,9 %) et à l'emploi (86,1 %) – ainsi que sur une forte dimension identitaire : 84 % des répondants associent l'agriculture à l'identité culturelle québécoise. L'exemplarité environnementale, avec 68,2 % d'accord, est le seul attribut où l'adhésion est nettement plus faible.

Ce recul ne traduit toutefois pas un rejet : seuls 28,8 % des répondants considèrent l'agriculture comme l'une des principales responsables des problèmes environnementaux du Québec, et 25 % l'associent à un risque sanitaire préoccupant.

Bien que légèrement inférieure au niveau de satisfaction exprimé envers le secteur agricole dans son ensemble, la perception du public à l'égard des agriculteurs demeure largement favorable, avec 76,1 % d'opinions positives. Cette profession se classe au troisième rang de celles jugées les plus utiles à la société québécoise (45,1 %), derrière les professionnels de la santé (70 %) et les enseignants (54,8 %). Cette reconnaissance repose principalement sur la contribution des agriculteurs à une offre alimentaire de qualité (92,3 %) et diversifiée (88,5 %). Certaines attentes subsistent toutefois en matière de communication et de transparence, puisqu'à peine 47,3 % des répondants estiment que les agriculteurs communiquent suffisamment sur les réalités de leur métier et encore moins (35,8 %) les jugent transparents sur leurs pratiques agricoles. Malgré ces réserves, la pénibilité du travail agricole est largement reconnue, notamment les sacrifices consentis en matière de qualité de vie (81,6 %) ainsi que l'exposition au stress et aux risques financiers (75,5 %).

Les populations des zones rurales ont une meilleure appréciation de l'agriculture québécoise que celles des zones plus urbaines. Les répondants des régions métropolitaines expriment davantage de préoccupations, notamment quant aux impacts environnementaux.

Un intérêt soutenu du public pour les enjeux de durabilité, mais un désarrimage entre inquiétude et effort perçu

Plus de 75 % des répondants jugent important, voire très important, chacun des onze grands enjeux de durabilité soumis à leur appréciation. Mais lorsqu'on leur demande où, selon eux, les acteurs agricoles ont le plus investi d'efforts ces dernières années, le classement ne correspond pas à celui de leurs inquiétudes. La salubrité des aliments et la contamination des sols et des eaux figurent parmi les enjeux les plus préoccupants pour les répondants, mais parmi ceux où l'effort perçu des producteurs est le plus faible.

À l'inverse, l'achat local et les changements climatiques – des enjeux qui inquiètent moins – sont ceux pour lesquels l'effort perçu est le plus élevé. Le prix des intrants et l'inflation sont parmi les aspects qui leur tiennent le plus à cœur, mais il s'agit de l'enjeu où l'effort perçu des producteurs est le plus faible.

L'importance accordée aux enjeux de durabilité varie selon les caractéristiques sociodémographiques des répondants. Les femmes, les personnes de 55 ans et plus ainsi que les ménages à plus faible revenu expriment généralement un niveau de préoccupation plus élevé à l'égard de la plupart des enjeux. Sur le plan géographique, les changements climatiques suscitent une plus grande inquiétude dans les régions métropolitaines que dans les autres régions.

Enjeux de durabilité	Niveau de préoccupation (% important)	Effort perçu des producteurs (% élevé)
Salubrité des aliments	92,3 % (le plus élevé)	62,8 %
Contamination des sols et des eaux	87,2 % (2e)	60,7 %
Santé et bien-être des animaux	86,6 % (3e)	65,7 %
Conditions de travail des agriculteurs	85,3 % (4e)	64,2 %
Prix des intrants et inflation	85 % (6e)	48,4 % (le plus faible)
Changements climatiques	83,8 % (7e)	70,7 %
Achat local	75,8 % (le plus faible)	82,8 % (le plus élevé)

Préoccupations concernant les enjeux de durabilité et perception des efforts des producteurs agricoles

Note : Les onze enjeux sont l'achat local, les changements climatiques, la relève agricole, l'accessibilité des terres agricoles cultivables, la santé et le bien-être des animaux à la ferme, les conditions de travail et de santé des agriculteurs et des travailleurs agricoles, l'utilisation des pesticides, la salubrité des aliments, la qualité et la valeur nutritive des aliments, la contamination des sols et des eaux, et le prix des intrants et l'inflation

Source : Korai et al, 2025

Enjeux de durabilité

Niveau de connaissances bon ou très bon (%)

Achat local	56,3 % (1e plus élevé)
Valeur nutritive des aliments	51,8 % (2e)
Utilisation des pesticides	22,5 % (8e)
Contamination des sols et des eaux	20,8 % (9e)
Accessibilité des terres agricoles cultivables	20,8 % (10e)
Relève agricole	18,1 % (11e)

Niveau de connaissances des enjeux de durabilité du secteur agricole québécois

Note : Les onze enjeux sont l'achat local, les changements climatiques, la relève agricole, l'accessibilité des terres agricoles cultivables, la santé et le bien-être des animaux à la ferme, les conditions de travail et de santé des agriculteurs et des travailleurs agricoles, l'utilisation des pesticides, la salubrité des aliments, la qualité et la valeur nutritive des aliments, la contamination des sols et des eaux, et le prix des intrants et l'inflation

Source : Korai et al, 2025

Une littératie agroenvironnementale insuffisante pour favoriser des initiatives citoyennes durables

Les citoyens interrogés estiment généralement disposer d'un niveau de connaissances limité sur les enjeux de durabilité. Sur les mêmes onze grands enjeux de durabilité, seuls l'achat local (56,3 %) et la qualité et la valeur nutritive des aliments (51,8 %) obtiennent une majorité d'évaluations positives. À l'inverse, plusieurs enjeux suscitent un important déficit de connaissances perçues, avec moins du quart des répondants évaluant leur niveau de connaissances comme étant bon ou très bon. C'est le cas de la relève agricole, l'accessibilité des terres agricoles, la contamination des sols et des eaux et l'utilisation des pesticides.

Ces limites se manifestent également dans la connaissance des efforts consentis par les producteurs agricoles pour mettre en œuvre ces pratiques. Ce niveau de connaissance est toutefois plus élevé chez les personnes âgées de 55 ans et plus ainsi que chez celles possédant une expérience ou une formation dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de la nutrition ou des sciences naturelles. Les lacunes observées en matière de connaissances des enjeux de durabilité se reflètent également dans la compréhension des pratiques agroenvironnementales prioritaires du Plan d'agriculture durable 2020-2030. À l'exception de la réduction de l'utilisation des pesticides (65,3 %) et de l'amélioration de la santé des sols (56,3 %), moins d'un répondant sur deux est en mesure d'identifier correctement les principales pratiques agroenvironnementales.

Les citoyens n'accordent pas toujours leur attention aux sources qu'ils considèrent pourtant comme les plus fiables

Les citoyens s'informent principalement sur les pratiques agricoles québécoises par l'entremise de la télévision (55,8 %), du bouche-à-oreille (41,5 %) et de la presse écrite (40 %). Les marchés de proximité, les producteurs agricoles et les réseaux sociaux jouent un rôle complémentaire, tandis que les sources institutionnelles demeurent relativement peu consultées.

Les résultats mettent en lumière un paradoxe important. Les réseaux sociaux et le bouche-à-oreille figurent parmi les canaux les plus utilisés, mais également parmi ceux dont la crédibilité, la fiabilité et l'exhaustivité sont jugées les plus faibles. À l'inverse, les producteurs agricoles, les organismes publics et les médias traditionnels bénéficient d'un niveau de confiance plus élevé, bien qu'ils soient moins fréquemment consultés. Dans ce contexte, plusieurs répondants soulignent les limites des plateformes actuelles pour trouver facilement une information complète et utile à la prise de décisions éclairées en matière de durabilité. Ces constats confirment l'importance de renforcer les efforts de littératie agricole, particulièrement auprès des jeunes adultes, plus exposés aux sources d'information perçues comme les moins fiables.

Lorsqu'on les interroge sur les moyens les plus appropriés pour améliorer leur compréhension des pratiques agroenvironnementales, les répondants privilégient clairement des formats accessibles, crédibles et fondés sur des données probantes. Cette préférence pour une information perçue comme crédible se reflète également dans les acteurs auxquels les citoyens attribuent la responsabilité de leur éducation aux enjeux de durabilité. Les professionnels du MAPAQ et des organismes gouvernementaux associés arrivent en tête (67,6 %), suivis des producteurs agricoles (62,4 %), des conseillers du secteur (55,2 %) et des établissements d'enseignement et de recherche (50,7 %). Ces résultats montrent que les Québécois et les Québécoises accordent avant tout leur confiance aux acteurs directement liés à la production et à l'expertise agricole.

Plus largement, cette répartition des responsabilités révèle une conception de la durabilité fortement centrée sur la ferme et les activités de production. Les acteurs situés en aval de la chaîne agroalimentaire, tels que les transformateurs, les distributeurs et les consommateurs eux-mêmes, sont beaucoup moins associés à l'éducation du public, ce qui témoigne d'une perception encore partielle du caractère collectif et systémique des enjeux de durabilité.

Quatre leviers pour une meilleure reconnaissance de l'agriculture québécoise

L'analyse et le traitement des données recueillies par le biais du sondage et des entrevues réalisées auprès des producteurs agricoles et citoyens ont permis de mettre en évidence quatre axes principaux d'actions assortis de recommandations afin d'accroître la (re)connaissance de la profession agricole et des efforts agroenvironnementaux des producteurs au Québec.

Actualiser les représentations sociales de la profession agricole : Miser sur une communication agricole plus positive permettrait de mieux valoriser la modernité de la profession, de plus en plus ouverte aux technologies, à l'innovation, à la durabilité, et à la conciliation entre travail et qualité de vie. Elle devrait aussi mettre en lumière le rôle social des agriculteurs, dont la contribution dépasse la production alimentaire pour toucher la santé collective, le dynamisme des régions, la transmission des savoirs alimentaires et l'adoption de pratiques responsables. En rendant plus visibles les retombées de l'agriculture en matière d'emplois, d'innovation, de développement régional et de création de richesse, cette communication contribuerait à présenter les agriculteurs comme des acteurs modernes, engagés et pleinement intégrés à la société québécoise. Une représentation plus équilibrée du secteur pourrait ainsi renforcer la confiance du public et améliorer l'attractivité de la profession agricole.

Valoriser la complexité des métiers agricoles : Mieux faire connaître l'agriculture contemporaine suppose de dépasser les représentations anciennes du métier agricole. L'agriculteur d'aujourd'hui assume une pluralité de rôles, à la fois producteur, gestionnaire, technicien, entrepreneur et acteur de la durabilité. Valoriser cette complexité permettrait de mieux faire comprendre au public les efforts réalisés à la ferme, notamment en matière de pratiques agroenvironnementales, d'adaptation aux saisons, de gestion des sols, de réduction des pertes et de réponse aux enjeux climatiques. Cette communication devrait être plus concrète, pédagogique et proche des citoyens. Les activités de terrain, comme les journées portes ouvertes, les fermes pédagogiques ou les stands d'information, peuvent favoriser une meilleure compréhension du travail agricole. Toutefois, pour que ces échanges soient efficaces, les producteurs doivent être accompagnés et formés à la communication agricole. Un programme d'appui, de type « Agri-communication », pourrait soutenir les agriculteurs engagés dans des pratiques durables afin de les aider à mieux vulgariser leurs actions et à renforcer le lien de confiance avec le public.

Mutualiser les efforts de communication agricole : La communication agricole au Québec gagnerait à être mieux structurée afin d'offrir au public une information plus claire, cohérente et accessible sur les pratiques des producteurs, notamment en matière de durabilité. Aujourd'hui dispersée entre plusieurs plateformes et souvent réactive face aux controverses, elle devrait évoluer vers une approche plus proactive, capable d'anticiper les préoccupations citoyennes et de prévenir les risques de mésinformation. La création d'une entité de référence dédiée à la communication agricole pourrait contribuer à harmoniser les messages, soutenir les producteurs dans la vulgarisation de leurs pratiques responsables et renforcer la confiance du public envers le secteur. Une analyse préalable des outils et organismes existants permettrait toutefois de mieux définir ses missions et d'éviter les chevauchements.

Repenser l'architecture d'information : La perception d'un manque d'efforts gouvernementaux en matière de durabilité agricole semble surtout liée à une communication peu adaptée aux attentes du public. Bien que des informations existent déjà, elles sont souvent présentées de manière trop descriptive et textuelle, ce qui limite leur capacité à capter l'attention et à rendre les progrès visibles. Il serait donc utile de structurer ces informations de façon plus claire, visuelle et engageante, en regroupant les enjeux de durabilité par thématiques, objectifs et niveaux d'avancement. Une telle approche permettrait aux citoyens de mieux comprendre les actions réalisées, d'évaluer les progrès accomplis et de situer les responsabilités des différents acteurs de la chaîne de valeur. Elle contribuerait ainsi à renforcer la transparence, la confiance du public et la reconnaissance des efforts en matière de durabilité agricole.

Références

- Charbonneau, F. (2008). *Étude sur la perception de la consommation alimentaire au Québec*. Mémoire de maîtrise, Université du Québec à Montréal.
- Chouinard, L. (2020). Bilan de la saison 2019, Réseau pommier. *Rapport de recherche, IRDA*.
- Fischer, C., & Lyon, T. P. (2019). A theory of multitier ecolabel competition. *Journal of the Association of Environmental and Resource Economists*, 6(3), 461-501.
- Fort, F., De Lanauze, G. S., & Siadou-Martin, B. (2024). Quel étiquetage de la durabilité des produits alimentaires? *Management & Avenir*, 140(2), 67-92.
- Gassie, J., Bidaud, F., Kakpo, N., & Lerbourg, J. (2024). Images et représentations de l'agriculture dans la société française d'aujourd'hui. *Document de travail*, ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire.
- Goedertier, F., Weijters, B., Van den Bergh, J., & Schacht, O. (2024). What does sustainability mean in the minds of consumers? A multi-country panel study. *Marketing Letters*, 35(2), 317-333.
- Korai, B., Lambert, R., Hellali, W., & Sany Kong, S. (2025). Mise en place des pratiques agroenvironnementales (2025RP-21, Rapports de projets, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/KALZ5828>
- Larue, B., West, G. E., Singbo, A., & Tamini, L. D. (2017). Risk aversion and willingness to pay for water quality: The case of non-farm rural residents. *Journal of Environmental Management*, 197, 296-304.
- MAPAQ. (2017). *Sommet sur l'alimentation 2017. Cahier thématique 3. Perspectives d'avenir pour des entrepreneurs agricoles et des pêcheurs*. <https://numerique.banq.qc.ca/patrimoine/details/52327/2682828> (consulté le 19 août 2022).
- Sánchez-Bravo, P., Chambers, E., Noguera-Artiaga, L., Sendra, E., Chambers IV, E., & Carbonell-Barrachina, Á. A. (2021). Consumer understanding of sustainability concept in agricultural products. *Food Quality and Preference*, 89, 104136.
- Stein, A. J., & de Lima, M. (2022). Sustainable food labelling: considerations for policy-makers. *Review of Agricultural, Food and Environmental Studies*, 103(2), 143-160.
- Young, J. C., Calla, S., Lécuyer, L., & Skrimizea, E. (2022). Understanding the social enablers and disablers of pesticide reduction and agricultural transformation. *Journal of Rural Studies*, 95, 67-76.

Pour citer cet article:

Korai, B., Lambert, R. (2026). Perceptions citoyennes de la durabilité agricole : un enjeu de premier plan, (2026PJ-15, Revue PERSPECTIVES, CIRANO.) <https://doi.org/10.54932/YKIK1365>

PERSPECTIVES est la revue de diffusion et de valorisation de la recherche au CIRANO. Rédigés dans une forme accessible à un auditoire élargi, les articles de la revue PERSPECTIVES assurent une visibilité aux travaux et à l'expertise de la communauté de recherche du CIRANO. Comme toute publication CIRANO, les articles sont fondés sur une analyse rigoureusement documentée, réalisée par des chercheuses, chercheurs et Fellows CIRANO.

Les articles publiés dans PERSPECTIVES n'engagent que la seule responsabilité de leurs auteurs.

ISSN 2563-7258 (version en ligne)

Directeur de la publication :
Pierre-Carl Michaud, Président-directeur général
Rédactrice en chef :
Carole Vincent, Directrice de la mobilisation des connaissances

www.cirano.qc.ca